

II – RESUME

Une psychologue a été confrontée à une demande formulée à l'ensemble du personnel par la direction de l'établissement qui l'emploie. Il s'agissait de signer l'additif à un texte dont la requérante ne précise ni la nature ni statut. Cet additif comportait les phrases suivantes : « Doit adhérer aux méthodes et au projet de l'établissement. Doit promouvoir l'image et l'action de l'établissement ».

Ni elle ni ses collègues n'ont signé cet additif. Mais elle a écrit : « Le psychologue ne peut adhérer à ces deux clauses, par contre, il s'engage à respecter le Code de déontologie qui régit sa profession et s'engage à le faire connaître. Dans toutes les circonstances où le psychologue estime ne pouvoir respecter ces principes (du Code de déontologie) il est en droit de faire jouer la clause de conscience ... ».

La requérante souhaite avoir le point de vue de la Commission sur cette « affaire ».

III – AVIS

La question soulevée par la requérante comporte plusieurs aspects que la Commission traitera successivement :

1. Le statut du Code de déontologie des psychologues par rapport à d'autres textes que le psychologue doit intégrer dans sa pratique professionnelle
2. Les obligations du psychologue vis-à-vis de l'établissement où il intervient
3. La réponse faite par la requérante à une demande de promotion inconditionnelle de l'image et de l'action de l'établissement.

1. Le statut du Code de déontologie des psychologues par rapport à d'autres textes que le psychologue doit intégrer dans sa pratique professionnelle

Le préambule du Code rappelle qu'il « *est destiné à servir de règle professionnelle aux hommes et aux femmes qui ont le titre de psychologue, quels que soient leur mode d'exercice et leur cadre professionnel, y compris leurs activités d'enseignement et recherche.* ». Les règles qu'il contient s'imposent donc à tout psychologue indépendamment de tout autre considération et de tout contexte (Article 8). Dans le cadre de son exercice, un psychologue peut être engagé par d'autres textes (projet de service, charte de qualité, règlement intérieur, projet d'établissement, ...) lorsqu'ils ne le mettent pas en contradiction avec sa déontologie.

Quand son adhésion formelle à ces textes est exigée en raison de son statut d'employé et/ou de sa position de psychologue, il appartient alors au psychologue de vérifier que le texte qui lui est soumis ne comporte pas de dispositions entrant en contradiction avec le Code de déontologie. Il doit notamment s'assurer que le texte qu'on lui demande d'approuver respecte son indépendance et sa responsabilité professionnelle. Car « *le psychologue ne peut aliéner l'indépendance nécessaire à l'exercice de sa profession sous quelque forme que ce soit* » (Titre I.7). C'est donc bien au cas par cas que le psychologue doit juger s'il peut adhérer à tel ou tel texte et la décision qu'il prend doit l'être indépendamment des incitations de sa hiérarchie.

Il doit fonder sa décision sur une confrontation rigoureuse entre le contenu du texte soumis et le Code de déontologie.

2. Les obligations du psychologue vis-à-vis de l'établissement

Dans le cas présent, la Commission considère qu'il appartenait à la requérante de s'assurer de la compatibilité entre les méthodes et le projet de l'établissement et le Code de déontologie. De fait, si le psychologue adhère aux méthodes et au projet de l'établissement, il se posera la question de leur compatibilité avec sa propre fonction et les missions qu'il y accepte. (Article 7 du Code : « *Le psychologue accepte les missions, qu'il estime, compatibles avec ses compétences, sa technique, ses fonctions, et qui ne contreviennent ni aux dispositions du présent Code, ni aux dispositions légales en vigueur.* »).

Si le Code doit servir de guide pour les psychologues, la Commission considère qu'il ne doit pas isoler le psychologue dans sa pratique : celui-ci doit pouvoir au contraire faire état de ce

qui, dans son respect du Code, est compatible et en harmonie avec le projet, les méthodes, l'image de l'établissement. L'adhésion à un texte approuvé par d'autres professionnels permet au psychologue d'insérer son action dans un cadre collectif tout en préservant la singularité de son exercice. (Article 6 : « *Le psychologue fait respecter la spécificité de son exercice et son autonomie technique. Il respecte celles des autres professionnels* »).

3. La réponse faite par la requérante à une demande de promotion inconditionnelle de l'image et de l'action de l'établissement.

Selon l'Article 3 du Code « *La mission fondamentale du psychologue est de faire reconnaître et respecter la personne dans sa dimension psychique. Son activité porte sur la composante psychique des individus, considérés isolément ou collectivement* ». Il remplit cette mission en accordant la plus grande attention au respect de la déontologie. Ses actions doivent renforcer l'image de la psychologie auprès des usagers et des autres professionnels. Par là même, il contribue à l'image et l'action des établissements où il intervient. Pour autant, il ne peut lui être demandé de s'engager par avance à participer à des actions de promotion inconditionnelle dont les modalités et le contenu ne sont pas précisés. C'est pourquoi dans le cas soumis par la requérante, eu égard au manque de précision du texte qu'elle devait approuver et l'absence de toute référence de ce texte à une quelconque exigence déontologique pour les professionnels, la Commission estime que la réponse écrite de la requérante est tout à fait conforme au Code.

Fait à Paris, le 21 juin 2003

Pour la C.N.C.D.P

Vincent Rogard

Président